



Quand le Président se promène, des renforts policiers considérables sont mis en place pour le protéger de l'enthousiasme populaire

BREST

Manifestation commune de tous les travailleurs contre la politique gaulliste

Les responsables syndicaux de la région bretonne étaient satisfaits le soir du 15 février : ils avaient, en effet, joué un grand coup. A l'occasion de son rapide et très discret passage à Brest (après la visite de l'Ecole navale), les organisations syndicales ouvrières (C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.D.T.), paysannes (F.D.S.E.A.), enseignantes (F.E.N.) et étudiantes (A.G.E.P. - U.N.E.F.) du Finistère avaient adressé à de Gaulle la lettre suivante :

Monsieur le Président de la République,

A l'occasion de votre venue dans le département, les organisations syndicales, ouvrières, agricoles, enseignantes et étudiantes désirent attirer votre attention sur la situation dramatique de notre région et sur le profond malaise qui en résulte.

La situation économique est désastreuse dans les différents secteurs d'activité, aussi bien l'agriculture que le commerce ou le marché du travail.

L'agriculture est le principal secteur d'activité du département.

Le malaise et le découragement y sont aussi très grands par suite du blocage des prix agricoles à la production, cependant que les charges continuent d'augmenter. D'autre part, beaucoup de petits exploitants sont inquiets quant à leur avenir, la poli-

tique actuellement menée à leur égard par votre gouvernement tendant à leur disparition. Plusieurs productions traditionnelles, indispensables à notre région et qui conditionnent l'existence de nombreux secteurs d'activité industrielle (aviculture, production porcine, productions légumières pour la conserve) ont actuellement à faire face à une crise très grave. Alors qu'elles devraient nous être réservées en priorité, ces productions nous quittent ou risquent de le faire rapidement par suite de la politique économique de votre gouvernement et de notre éloignement des centres de consommation.

Dans le secteur des emplois industriels, la situation est tout aussi critique. Les licenciements et les diminutions d'horaires sont nombreux, des menaces pèsent sur l'arsenal de Brest, des projets d'implantations industrielles sont abandonnés, l'industrie de la pêche et ses activités-annexes sont sacrifiées, des conserveries ferment. La décentralisation industrielle, dont nous attendions beaucoup n'a guère atteint notre région qui se voit ainsi condamnée à la misère ou à expatrier chaque année plusieurs milliers de ses jeunes vers la région parisienne ou des régions plus éloignées encore.

Dans le domaine des investissements publics, nous sommes également des « parents pauvres », qu'il s'agisse des grands axes de communications, voies

ferrées ou routes, de l'équipement téléphonique, des investissements scolaires et universitaires, et de la construction des logements, pour ne citer que les postes-clefs les plus importants qui conditionnent dans une large mesure l'implantation d'usines et donc la possibilité de trouver des emplois sur place pour nos jeunes.

Il importe que l'on renonce au démantèlement de l'éducation nationale et que l'on accorde à l'université à tous les degrés les moyens qui lui permettraient d'assurer l'épanouissement complet de la jeunesse, dans l'intérêt bien compris de la nation tout entière. A cette fin, il nous paraît nécessaire de promouvoir une véritable démocratisation de l'enseignement.

Dans le domaine économique, de nombreuses promesses officielles nous ont été faites aux uns et aux autres à différentes reprises.

Elles n'ont pas été tenues. Votre gouvernement s'était engagé à déposer une loi-programme pour la Bretagne et votre ministre des Finances lui-même l'avait confirmé à plusieurs reprises, tant en 1963 qu'en 1964.

La mise en place du plan de stabilisation à la fin de 1963 a bloqué les salaires et freiné l'expansion économique. Il en découle que les difficultés des travailleurs ont été aggravées et les implantations industrielles en province stoppées. Nous supportons très largement les conséquences de ce plan de stabilisation, assorti de multiples hausses unilatérales.

Refusant le sort qu'on lui réserve aujourd'hui, la population du département manifesterà à l'occasion de votre venue dans le Finistère pour marquer sa désapprobation à l'égard de la politique économique et sociale gouvernementale qui, non seulement empêche des régions comme la nôtre de rattraper un retard dû à la faiblesse des investissements, mais accentue encore les disparités entre régions.

Vous êtes, Monsieur le Président, plus accoutumés aux ovations des populations qu'aux attitudes qui peuvent paraître inhospitalières. Ne voyez en cette lettre que l'expression du sentiment de frustration dont souffre la population bretonne.

En des temps encore récents, elle a témoigné d'un farouche patriotisme dans la défense du pays. Aujourd'hui, elle se sent sacrifiée injustement, tant sur le plan des investissements que celui des revenus.

Il importe que des mesures urgentes- soient prises. L'ensemble des travailleurs les attendent avec impatience. Ils sont décidés à se battre pour défendre leurs droits.

*Nous espérons que vous entendrez notre appel.
Veuillez agréer, Monsieur le Président, etc.*

Elles avaient en même temps appelé tous les travailleurs à un rassemblement devant la Maison des Syndicats pour le 15 février, à 18 h. 30, au moment même où de Gaulle arrivait à Brest.

Les responsables éprouvaient quelques inquiétude : il s'agissait en fait de mettre directement en cause de Gaulle et sa politique. Jusqu'ici, à Brest, on s'en était pris aux ministres (les parents d'élèves avaient fait une réception particulièrement chaleureuse à M. Fouchet, que plusieurs compagnies de C.R.S. avaient dû protéger de l'enthousiasme populaire). Plus récemment,

lors d'une manifestation des ouvriers de l'arsenal, par une réaction spontanée que les dirigeants syndicaux eux-mêmes n'avaient pas prévue, la permanence U.N.R. du député de Brest avait été saccagée par la foule. Les dernières grèves des secteurs public et nationalisé avaient été particulièrement suivies, surtout le 11 décembre, où plus de dix mille manifestants avaient défilé rue de Siam et parcouru la ville. Mais cette fois-ci, de Gaulle lui-même était visé. Et comme d'habitude quand notre président se promène, les précautions avaient été prises : des renforts policiers considérables avaient été amenés par route et par chemin de fer, non seulement pour des mesures de protection, mais aussi pour intimider les travailleurs que leurs organisations avaient appelés à se rassembler.

Dès la fin de l'après-midi, un nombre imposant de cars de C.R.S. entouraient complètement les environs de la Maison des Syndicats, tandis qu'aux entrées de la ville des barrages policiers empêchaient le plus possible de passer les nombreux paysans venant des environs. Malgré cela, une foule de plusieurs milliers de personnes s'est massée rapidement dans la rue devant l'entrée de la Maison des Syndicats, sur le perron de laquelle avaient pris place les délégués syndicaux. La police est intervenue pour dégager la rue ; les responsables ont alors demandé aux manifestants, pour éviter des incidents qui auraient servi de prétexte à une interdiction du rassemblement, de laisser un passage libre, ce qui s'est fait, non sans quelques bousculades et beaucoup de cris.

Puis les différents orateurs ont pris la parole, sous la présidence de Guillou, de la F.E.N. D'abord Cadiou, du S.N.I., au nom des enseignants ; Henry, de l'A.G.E.B., pour les étudiants ; Echardour, de la C.G.T., pour les ouvriers, et enfin Abaléa, de la F.D.S.E.A., pour les paysans, ont condamné les divers aspects de la politique sociale et économique du gouvernement et de de Gaulle, protestant plus spécialement contre l'abandon dont est victime la Bretagne, malgré les promesses si souvent faites. Ils ont aussi proclamé la nécessité pour toutes les catégories de travailleurs de rester unis, afin d'arracher ensemble à leurs adversaires communs et au gouvernement la satisfaction de leurs revendications.

Puis la motion suivante fut adoptée à l'unanimité :

« Réunis à l'appel de leurs organisations syndicales le lundi 15 février, les ouvriers, les paysans, les enseignants et les étudiants tiennent à déclarer leur profond désaccord sur la politique économique et sociale actuellement menée par le gouvernement.

Ils s'élèvent contre :

- le blocage des salaires ;
- les dépenses improductives en constante augmentation ;
- les atteintes de plus en plus fréquentes au droit syndical et au droit de grève et la politique antisociale du pouvoir.

« A l'occasion de la visite du Président de la République dans le département en accord avec leurs organisations syndicales, ils affirment que l'intérêt national exige :

- une rémunération juste et équitable du travail de

tous ceux qui produisent les richesses du pays ;

— l'expansion industrielle du département pour assurer le plein emploi des travailleurs et des débouchés aux produits industriels et agricoles.

« Ils exigent également :

« le développement des investissements productifs et sociaux pour le logement rural et urbain, les écoles, les hôpitaux, les grands travaux (routes, voies ferrées, aménagement des ports, etc.) ;

— l'augmentation des crédits pour l'éducation nationale dans le but de promouvoir une véritable démocratisation de l'enseignement ;

— les travailleurs des villes et des champs déclarent que ces justes revendications nécessitent un changement de la politique économique qui doit être orientée vers le progrès social.

« Et décident de poursuivre leur action commune

pour imposer une orientation de la politique générale du pays conforme aux aspirations ouvrières et paysannes et aux véritables intérêts de la nation. »

Ensuite, à la demande des organisateurs, les manifestants se sont dispersés dans le calme.

Ainsi cette action commune de tous les syndicats de la région sans exception a été une réussite. Ce succès est particulièrement encourageant à l'approche des élections municipales qui, à Brest, se présentent dans les conditions les plus favorables depuis longtemps, car, à une liste de gauche unique que nous avons réussi à former, groupant le P.C.F., la S.F.I.O. et le P.S.U., s'opposent deux listes de droite concurrentes, celle de l'U.N.R., et celle du maire sortant, indépendant, allié au M.R.P.

Paul Trémintin.